

# L'APD du Japon

## 1 Qu'est-ce que l'APD ?

Il s'agit de la coopération apportée par divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées, en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne l'aide technique et financière apportée par les gouvernements aux pays en développement dans le cadre de cette coopération.

## 2 Les catégories d'APD

Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions octroyés aux organisations internationales, alors que l'aide bilatérale est fournie sous trois formes : la coopération technique, les prêts d'APD et les dons. Par ailleurs, d'autres mécanismes d'aide bilatérale comprennent l'envoi de volontaires.

## 3 Les mécanismes d'aide intégrée de la JICA

Ces dernières années, les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord ont utilisé l'APD comme un moyen de lutter plus efficacement contre les problèmes mondiaux, tels que le changement climatique et la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, de nouveaux donateurs, dont la Chine et la Corée du Sud, sont apparus. À l'inverse, un contexte économique et budgétaire difficile a contraint le Japon de réduire le montant de son APD.

Face à la situation internationale et à l'afflux de réformes administratives internes, le gouvernement japonais a entrepris des réformes destinées à renforcer les stratégies politiques d'APD et les systèmes de mise en œuvre dans l'objectif d'améliorer encore la qualité de son APD. Dans le cadre notamment d'une rationalisation des organismes d'exécution de l'APD, la division des Opérations économiques de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) et l'aide sous forme de dons du ministère des Affaires étrangères (MAE) (hormis l'aide relevant de la politique diplomatique, directement supervisée par le ministère) ont été transférées à l'Agence, donnant naissance à la « Nouvelle JICA », le 1<sup>er</sup> octobre 2008. Cette

rationalisation a permis de regrouper les trois mécanismes d'aide au sein d'une même organisation et d'améliorer l'efficacité et la performance des activités de la JICA. Ces trois mécanismes d'aide sont décrits ci-après.

### L'aide bilatérale

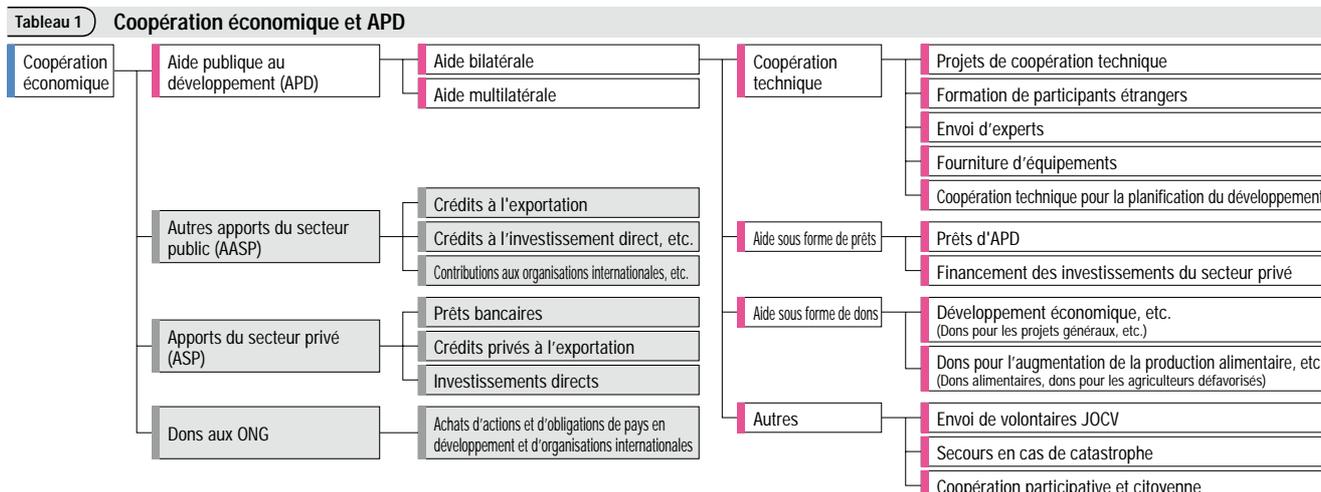
#### • Coopération technique

La coopération technique fait appel à la technologie, au savoir-faire et à l'expérience du Japon pour former les ressources humaines appelées à jouer un rôle clé dans l'évolution socioéconomique des pays en développement. De plus, en planifiant conjointement avec les pays partenaires des programmes d'aide répondant aux besoins locaux, la coopération technique permet de développer et de perfectionner des technologies adaptées aux conditions de chaque pays, tout en rehaussant le niveau technologique général et en mettant en place de nouveaux cadres institutionnels et organisationnels. Les pays partenaires peuvent ainsi développer leurs capacités à résoudre les problèmes et parvenir à la croissance économique. La coopération technique comprend la formation de ressortissants des pays partenaires, l'envoi d'experts, la fourniture d'équipements et la réalisation d'études destinées à soutenir l'élaboration de politiques et la planification de projets de travaux publics (coopération technique pour la planification du développement).

#### • L'aide sous forme de prêts

Ce type d'aide soutient les efforts des pays en développement pour parvenir à la croissance en fournissant à ces nations les capitaux nécessaires à long terme et à des taux d'intérêt bien inférieurs à ceux du marché. Les prêts d'APD et les prêts d'investissement dans le secteur privé relèvent de ce type d'aide. Les prêts d'APD, qui permettent des financements plus importants que la coopération technique ou les dons, sont surtout utilisés pour la construction d'infrastructures de base de grande envergure dans les pays en développement.

Contrairement à la coopération technique ou aux dons, les prêts d'APD doivent être intégralement remboursés, ce qui incite le pays bénéficiaire à se concentrer sur l'importance et la priorité des projets,



et à faire des efforts pour affecter et utiliser les fonds de manière aussi efficace que possible.

#### • L'aide sous forme de dons

Mécanisme fournissant les fonds nécessaires pour promouvoir le développement socioéconomique, ce type d'aide n'est assorti d'aucune obligation de remboursement. Dans les pays en développement à bas revenus, les dons sont principalement utilisés pour construire des infrastructures socioéconomiques, telles que des hôpitaux et des ponts, mais aussi pour promouvoir l'enseignement, les programmes de lutte contre le VIH/sida, les soins de santé infantile et les activités liées à l'environnement, ce qui se traduit par une amélioration directe du niveau de vie.

L'aide sous forme de dons se divise en plusieurs catégories : les dons pour les projets généraux ; les dons hors projet ; les dons pour les projets de sécurité humaine au niveau local ; les dons pour les projets d'ONG japonaises ; les dons pour le développement des ressources humaines (bourses d'étude) ; les dons pour la coopération antiterroriste et sécuritaire renforcée ; les dons pour la prévention des catastrophes et la reconstruction ; les dons pour l'autonomisation communautaire ; les dons pour la pêche ; les dons pour la culture ;

les dons d'urgence ; les dons alimentaires ; les dons pour les agriculteurs défavorisés ; les dons pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique ; les dons pour les stratégies de réduction de la pauvreté ; et les dons pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix [ → voir page 130 pour la partie mise en œuvre par la JICA].

#### Les financements et contributions aux organisations internationales par l'aide multilatérale

L'aide multilatérale est une aide indirecte aux pays en développement qui transite par des institutions internationales financées par les pays membres. Les contributions sont versées aux agences spécialisées des Nations unies, dont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), et les financements sont alloués aux banques multilatérales de développement (BMD), dont la Banque mondiale, l'Association internationale de développement (AID, appelée aussi « deuxième Banque mondiale ») et la Banque asiatique de développement (BASD).

Tableau 2 L'APD japonaise en 2010 (par type d'aide : valeurs provisoires)

Décaissements d'APD		Type d'aide (année civile 2010)			Milliards JPY			Parts en % APD totale	
		Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2009/2010 (%)	Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2009/2010 (%)		
APD	APD bilatérale	Dons	3 391,03	2 377,01	42,7	297,599	222,013	34,0	30,4
		Réduction de la dette	20,88	68,33	-69,4	1,833	6,382	-71,3	0,2
		Dons par le biais d'organisations internationales	1 232,89	825,9	49,3	108,199	77,139	40,3	11,1
		Dons excluant ce qui précède	2 137,26	1 482,78	44,1	187,567	138,491	35,4	19,2
		Dons (hors Europe de l'Est et pays « affranchis » de l'APD)	3 389,19	2 374,26	42,7	297,437	221,756	34,1	30,7
		Réduction de la dette	20,88	68,33	-69,4	1,833	6,382	-71,3	0,2
		Dons par le biais d'organisations internationales	1 232,76	825,81	49,3	108,188	77,130	40,3	11,2
		Dons excluant ce qui précède	2 135,54	1 480,12	44,3	187,416	138,243	35,6	19,3
		Coopération technique	3 514,79	3 194,75	10	308,460	298,390	3,4	31,6
		Coopération technique (hors Europe de l'Est et pays « affranchis » de l'APD)	3 504,41	3 118,40	12,4	307,549	291,258	5,6	31,7
		Total des dons	6 905,82	5 571,76	23,9	606,059	520,403	16,5	62,0
		Total des dons (hors Europe de l'Est et pays « affranchis » de l'APD)	6 893,59	5 492,65	25,5	604,986	513,014	17,9	62,4
	Prêts d'APD et autres crédits	507,43	674,55	-24,8	44,532	63,003	-29,3	4,6	
	(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	514,24	740,03	-30,5	45,130	69,118	-34,7		
	(Valeur des prêts versés)	8 357,31	7 744,40	7,9	733,443	723,327	1,4		
	(Valeur des prêts remboursés)	7 849,88	7 069,86	11	688,911	660,325	4,3		
	(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	7 843,07	7 004,38	12	688,312	654,209	5,2		
	Prêts d'APD et autres crédits (hors Europe de l'Est et pays « affranchis » de l'APD)	428,22	673,9	-36,5	37,581	62,942	-40,3	3,9	
	(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	435,04	739,38	-41,2	38,179	69,058	-44,7		
	(Valeur des prêts versés)	8 235,43	7 657,42	7,5	722,746	715,203	1,1		
(Valeur des prêts remboursés)	7 807,20	6 983,52	11,8	685,165	652,260	5,0			
(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	7 800,39	6 918,04	12,8	684,567	646,145	5,9			
APD bilatérale globale	7 413,25	6 246,31	18,7	650,591	583,405	11,5	66,6		
APD bilatérale globale (hors Europe de l'Est et pays « affranchis » de l'APD)	7 321,81	6 166,55	18,7	642,567	575,956	11,6	66,3		
Contributions et financement aux organisations multilatérales	3 723,41	3 294,58	13	326,769	307,713	6,2	33,4		
Contributions et financement aux organisations multilatérales (BERD exclue [partiellement])	3 723,41	3 290,37	13,2	326,769	307,321	6,3	33,7		
APD nette globale	11 136,66	9 540,89	16,7	977,360	891,119	9,7	100,0		
APD nette globale (hors Europe de l'Est, pays « affranchis » de l'APD et BERD [partiellement])	11 045,22	9 456,93	16,8	969,335	883,277	9,7	100,0		
APD brute globale	18 986,54	16 610,74	14,3	1 666,270	1 551,443	7,4			
APD brute globale (hors Europe de l'Est, pays « affranchis » de l'APD et BERD [partiellement])	18 852,43	16 440,44	14,7	1 654,500	1 535,537	7,7			
Revenu national brut (RNB) nominal pour chaque catégorie (1 milliard USD, 1 milliard JPY)	5 602,75	5 180,47	8,2	49 170,060	48 385,580	1,6			
Pourcentage du RNB	0,2	0,18		0,020	0,018				
Pourcentage du RNB (hors Europe de l'Est, pays supprimés de la liste du CAD et BERD [partiellement])	0,2	0,18		0,020	0,018				

Notes 1. Les 12 pays et territoires « affranchis » de l'APD qui ont bénéficié de l'aide sont les suivants : Brunei, Singapour, Koweït, Qatar, Émirats arabes unis, Israël, Hong Kong, Chypre, Malte, Slovénie, Bahreïn et Arabie saoudite.

2. Taux de conversion défini par le CAD pour 2010 : 1 USD = 87,7606 JPY (appréciation de 5,6394 par rapport à 2009)

3. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

4. Suite à la décision du Groupe de travail sur les statistiques (GT-STAT) du CAD OCDE, à partir de l'exercice 2009, les contributions à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) seront partiellement comptabilisées comme de l'APD.

5. La réduction de la dette inclut les renoncements à des prêts d'APD et des réductions de la dette liée à des obligations gagées, mais exclut le report des remboursements.

6. Auparavant, les dons transitant par les organisations internationales étaient considérés comme des « Contributions et financements aux organisations multilatérales », mais depuis 2006, les dons parvenus aux pays et régions au cours de cette même année sont considérés comme des « aides non remboursables ».

7. Les dépenses administratives et les dépenses de développement et de sensibilisation comptabilisées comme coopération technique sont calculées séparément. Les subventions aux opérations des ONG sont incluses dans les aides sous forme de dons (aide multirégionale) à partir de l'exercice 2010.

#### 4 Les tendances de l'aide internationale

Comme l'illustrent les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) [→ Voir pages 78–79], la tendance récente est à l'établissement d'objectifs communs par la communauté internationale où différents pays et organisations coordonnent la fourniture de leur aide pour atteindre ces objectifs. Dans le passé, la coopération s'articulait autour des projets individuels, mais ces dernières années elle se concentre davantage sur l'appropriation des pays partenaires, dont les plans de développement et les priorités sont soutenus par les pays donateurs et les agences d'aide qui travaillent conjointement à l'atteinte des objectifs de développement de ces pays. Les bailleurs de fonds doivent donc adapter leur aide aux priorités définies dans les stratégies de développement des pays partenaires.

#### 5 Répartition de l'APD japonaise

Les décaissements nets d'APD réalisés par le Japon en 2010 se décomposaient à hauteur d'environ 7 321,8 millions USD (environ 642,6 milliards JPY) en aide bilatérale et pour 3 723,4 millions USD (environ 326,8 milliards JPY) en contributions et financements aux organisations internationales. L'APD totale du Japon a atteint près de 11 045,2 millions USD, soit une hausse de 16,8 % (9,7 % pour 969,3 milliards JPY) par rapport à l'exercice 2009. Ce montant classe le Japon au cinquième rang des États membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, après les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.

En 1989, le Japon est devenu le premier bailleur mondial d'APD, devançant les États-Unis qui occupaient jusqu'alors cette place. Il est

demeuré en tête du classement des pays membres du CAD pendant huit ans, de 1993 à 2000. Cependant, l'aide japonaise a chuté en 2001 et, hormis un sursaut temporaire notable en 2005, son déclin s'est amorcé progressivement.

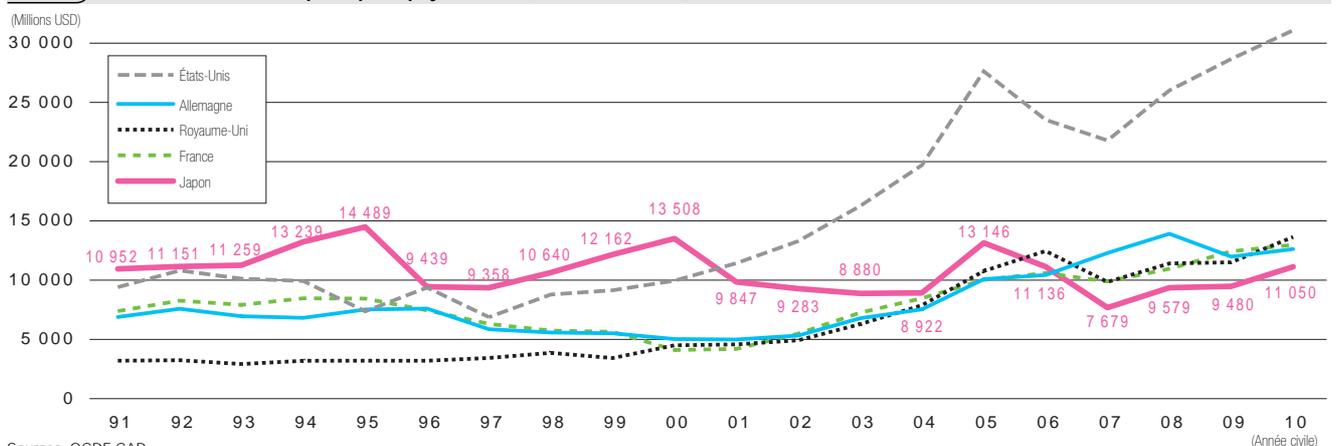
Avec un ratio APD/PNB de 0,20 %, le Japon se situe à la 20<sup>e</sup> place parmi les 23 pays membres du CAD.

Par ailleurs, malgré une diminution du budget d'APD géré par le MAE, les décaissements d'APD ont progressé en 2010 en raison d'une augmentation des dons octroyés à l'Afghanistan, au Pakistan et à Haïti, parmi d'autres types d'aide, associée à une appréciation du yen.

Tableau 5 Récapitulatif du budget d'APD du ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 2011 (Milliards JPY)

	Exercice 2010		Exercice 2011	
	Budget	Variation 2009/2010	Budget	Variation 2010/2011
Budget du gouvernement	618,7	- 7,9 %	572,7	-7,4 %
Budget du ministère	413,4	- 5,3 %	417,0	0,9 %
Dons	154,1	- 4,2 %	151,9	-1,5 %
Dons versés au budget général de la JICA	148,0	- 5,0 %	145,7	-1,6 %
Dons versés au budget financement et investissements de la JICA	0	- 100,0 %	0	-
Contributions et donations	51,4	2,4 %	60,7	18,0 %
Aide pour activités de soutien	59,8	- 4,1 %	58,8	-1,7 %

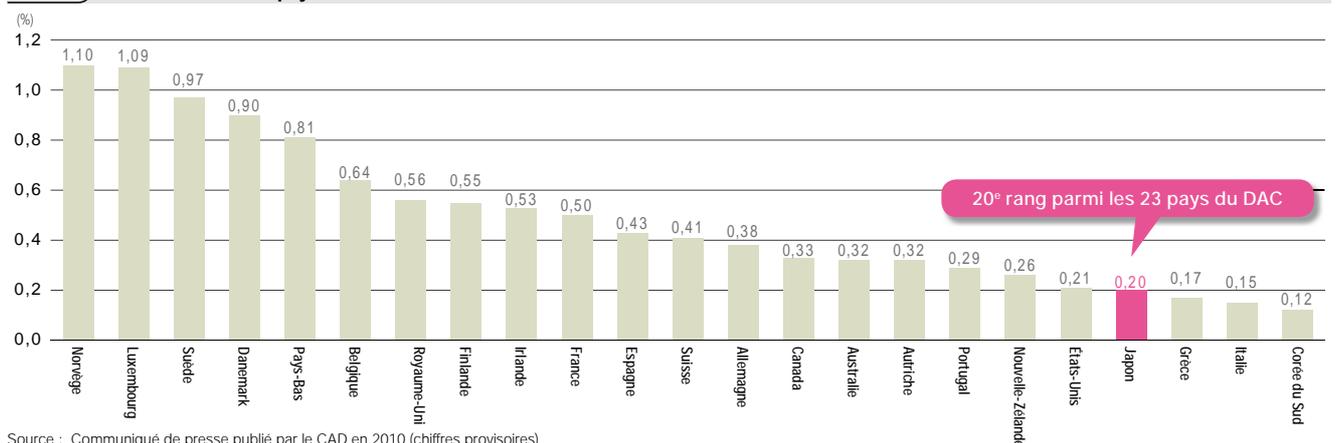
Tableau 3 Évolution de l'APD des principaux pays du CAD (Versements nets)



Sources: OCDE CAD

Note 1. Hors Europe de l'Est et pays "affranchis" de l'APD. 2. Pour les États-Unis, les valeurs de 1991 à 1992 excluent la réduction de la dette pour des raisons d'ordre militaire. 3. Les valeurs indiquées pour 2010 sont provisoires.

Tableau 4 Ratio APB/PNB des pays du CAD



Source : Communiqué de presse publié par le CAD en 2010 (chiffres provisoires)